

Annexe 1 : Déclaration sur l'honneur dans le cadre d'une demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation comme entreprise/ service interne de recherche privée- déclaration pour le compte de l'entreprise ou du service interne

Déclaration sur l'honneur concernant l'entreprise pour laquelle une autorisation ou un renouvellement d'autorisation comme entreprise ou service interne de recherche privée est demandé.

Déclaration faite pour le compte de l'entreprise.....(nom de l'entreprise et numéro d'entreprise BCE)

Je soussigné/e,

.....
.....

(nom, prénom, numéro de registre national ou numéro bis¹, fonction au sein de l'entreprise²),

déclare que l'entreprise satisfait aux obligations ci-après³ :

- les obligations en vertu de la législation sociale et fiscale ;
- ne pas avoir été radiée ou supprimée de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- ne pas se trouver en état de faillite ;
- si l'entreprise est une personne morale, ne pas avoir été condamnée, même avec sursis, à une peine correctionnelle ou criminelle, telle que visée à l'article 7bis du Code pénal, ou à une peine similaire à l'étranger, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière et des condamnations visées à l'article 420, alinéa 2, du Code pénal.
- ne pas exercer simultanément les activités d'une entreprise de gardiennage, d'une entreprise de systèmes d'alarme, d'une entreprise de systèmes de caméras ou d'une entreprise de sécurité maritime.

déclare que (à compléter uniquement s'il s'agit d'une demande de renouvellement de l'autorisation) :

- l'entreprise n'a pas de dettes fiscales ou sociales supérieures à 2.500 euros qui ne font pas l'objet d'un plan d'apurement respecté scrupuleusement.

¹ Le numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3^{ème} alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

² Pour la fonction, il faut mentionner si vous êtes administrateur, gérant, mandataire ou personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou d'exercer un contrôle sur l'entreprise au sens de l'article 1 :14 du Code des sociétés et associations.

³ Cochez les obligations qui sont remplies.

Je déclare sur l'honneur que les informations indiquées dans le présent document sont correctes et complètes. L'entreprise s'engage à communiquer spontanément tout changement de cette situation.

.....
(lieu et date)

.....
(Nom, prénom et signature)